



Communauté de
Communes du
Canton de
Coutances

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS

DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du 2 novembre 2011

NOMBRE DE CONSEILLERS :

- En exercice : 26
- Présents : 23
- Votants : 24

DATE :

- De convocation : 20 octobre 2011
- De l'affichage : 4 novembre 2011

L'an deux mil onze, le mercredi deux novembre à 20h30 le Conseil de Communauté, dûment convoqué par Monsieur le Président, s'est rassemblé au lieu ordinaire des séances à l'Hôtel de Ville de Coutances, sous la présidence de Monsieur LAMY, Président.

PRESENTS :

Mr Cl. Périer
Mr B. Ferrand
Mr Philippe Vaugeois
Mme V. Lemonnier
Mme A. Manson
Mme A. Bataille
Mme Blandine Groud
Mr Sébastien Grandin
Mr Y. Lamy
Mr David Lerouge
Mr G. Gaunelle
Mme AS. Sorel
Mr D. Longeron
Mme Delphine Fournier

Mr M. Guillon
Mme Martine Vernier
Mr. Didier Ledoux
Mme F. Voisin
Mr Claude Rivey
Mr Bernard Maury
Mme H. Lechartier
Mr Pascal Poullain
Mr Serge Lehericey
Mme E. Lesage

ABSENTS EXCUSES : Mme MF Leconte, Mme N. Hélaine, Mr F. Lebas, Mr JM Cousin (a donné procuration à Mr le Président), Mr E. Savary, Mr JD Bourdin, Mme J. Leduc, Mr Guillaume Hélie (a donné procuration à Mr C. Rivey), Mme J. Touchard, Mr T. Legraverend.

SECRETAIRE DE SEANCE :

Monsieur S. GRANDIN, désigné conformément à l'article L 2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, remplit les fonctions de secrétaire.

N°4 - PROJET DE CREATION D'UNE AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE : MISE A L'ETUDE.

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement a institué en son article 28, codifié aux articles L 642.1 à L 642.10 du code du patrimoine, les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AMVAP).

« L'AMVAP a pour objet de promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces dans le respect du développement durable ».

Le texte traduit une évolution du législateur à l'égard du patrimoine bâti. D'une logique essentiellement conservatrice traduite dans les zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) qui imposent avant tout une préservation de l'existant, on passe avec les AMVAP à une véritable logique de mise en valeur intégrant notamment les problématiques de développement durable.

Les ZPPAUP créées avant le 13 juillet 2010 comme celle de Coutances continuent de s'appliquer pendant 5 ans. Passé ce délai, si aucune AMVAP n'a été instituée, la ZPPAUP disparaît et les périmètres de protection au titre des monuments historiques et des sites sont à nouveau applicables.

Cette dernière option n'est pas envisageable. Elle se traduirait par une perte de maîtrise sur l'urbanisme en zones sensibles, en contradiction totale avec les outils normatifs mis en place localement depuis de nombreuses années.

L'institution de l'AMVAP à l'échelle communautaire est justifiée à plusieurs titres. D'une part, le territoire cantonal apparaît cohérent pour la mise en œuvre de la servitude d'utilité publique issue de ce nouveau cadre juridique. Par ailleurs, le parc l'Evêque situé aujourd'hui en ZPPAUP pour sa portion Coutanaise n'est pas soumis à la même réglementation d'urbanisme pour ses portions situées sur les territoires de Saint-Pierre de Coutances et Courcy. Une uniformisation du régime est très souhaitable.

Statutairement, on rappellera que la communauté de communes est compétente pour « l'élaboration de tout document d'urbanisme cantonal ou supra-cantonal ».

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la mise à l'étude d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine à l'échelle communautaire.

- de préciser que les modalités de concertation prévues par l'article L 300.2 du code de l'urbanisme seront les suivantes :

- * Information régulière dans les bulletins municipaux des communes membres.

- * Mise à disposition de la population de registres ouverts dans les mairies des communes membres et destinés à accueillir toutes les remarques relatives au projet d'AMVAP.

- * Organisation de réunions publiques d'information selon un calendrier restant à définir.

- d'approuver la composition ci-après pour l'instance consultative prévue par l'article L 642.5 du code du patrimoine.

- Représentants de la collectivité : Mesdames Bataille et Lechartier, Messieurs Lamy, Guillon, Rivey, Vaugeois, Périer et Lerouge

- Monsieur Le Préfet ou son représentant

- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant

- Monsieur le Directeur régional des affaires culturelles ou son représentant

- personnes qualifiées : Mme Laty (PAHC), Messieurs Ernault (CAUE), Leclerc (architecte) et Dutertre (Président de Tourisme en Pays de Coutances et du tribunal de commerce)

- de préciser que ladite composition pourrait être modifiée si cela s'avérait nécessaire après publication des décrets d'application mentionnés à l'article L 642.10 du code du patrimoine.

Le conseil de communauté,

- Après l'exposé de monsieur RIVEY,

- Après en avoir délibéré à l'unanimité,

APPROUVE la mise à l'étude d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine à l'échelle communautaire.

PRECISE que les modalités de concertation prévues par l'article L 300.2 du code de l'urbanisme seront les suivantes :

- * Information régulière dans les bulletins municipaux des communes membres.
- * Mise à disposition de la population de registres ouverts dans les mairies des communes membres et destinés à accueillir toutes les remarques relatives au projet d'AMVAP.
- * Organisation de réunions publiques d'information selon un calendrier restant à définir.

APPROUVE la composition ci-après pour l'instance consultative prévue par l'article L 642.5 du code du patrimoine.

- Représentants de la collectivité : Mesdames Bataille et Lechartier, Messieurs Lamy, Guillon, Rivey, Vaugeois, Périer et Lerouge
- Monsieur le préfet ou son représentant
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant
- Monsieur le directeur régional des affaires culturelles ou son représentant
- personnes qualifiées : Mme Laty (PAHC), Messieurs Ernault (CAUE), Leclerc (architecte) et Dutertre (Président de Tourisme en Pays de Coutances et du tribunal de commerce)

PRECISE que ladite composition pourrait être modifiée si cela s'avérait nécessaire après publication des décrets d'application mentionnés à l'article L 642.10 du code du patrimoine.

Ainsi fait et délibéré.

A Coutances, le 3 novembre 2011

Yves LAMY
Président de la 4C

Certifié exécutoire,
Les formalités de publicité ayant été
effectuées le 4 novembre 2011
et la délibération ayant été reçue
En Sous-Préfecture le 4 novembre 2011



Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte : projet de creation d'une aire de mvap / mise à l'Etude

Date de transmission de 04/11/2011

l'acte :

Date de réception de 04/11/2011

l'accusé de réception :

Numéro de l'acte : 11_01281 ([voir l'acte associé](#))

Identifiant unique de l'acte : 050-245000666-20111104-11_01281-DE

Date de décision : 04/11/2011

Acte transmis par : Regine LHOPITAL

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 3. Domaine et patrimoine
3.5. Autres actes de gestion du domaine public